

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
1<sup>er</sup> février 2010  
Français  
Original : anglais

---

**Lettre datée du 28 janvier 2010, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent  
de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de m'adresser à vous en votre qualité de Président du Conseil de sécurité pour le mois de janvier 2010 afin de vous faire tenir ci-joint les « Conclusions sur l'évolution de la situation en Bosnie-Herzégovine » de la deuxième réunion des Directeurs politiques du Processus de coopération d'Europe du Sud-Est (SEECF) qui s'est tenue à Antalya (Turquie) le 25 janvier 2010 (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité, au titre du point de l'ordre du jour intitulé « La situation en Bosnie-Herzégovine ».

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(*Signé*) Ertuğrul **Apakan**



**Annexe à la lettre datée du 28 janvier 2010 adressée  
au Président du Conseil de sécurité par le Représentant  
permanent de la Turquie auprès de l'Organisation  
des Nations Unies**

**Présidence turque en exercice du Processus  
de coopération d'Europe du Sud-Est**

**Deuxième réunion des Directeurs politiques**

**Conclusions sur l'évolution de la situation  
en Bosnie-Herzégovine**

Nous, Directeurs politiques des États participant au Processus de coopération d'Europe du Sud-Est, avons pris part à la deuxième réunion des Directeurs politiques du Processus qui s'est tenue sous la présidence en exercice de la Turquie, le 25 janvier 2010 à Antalya.

Nous sommes convaincus que la paix, la sécurité et la stabilité de l'Europe du Sud-Est sont d'une importance vitale et en rapport étroit avec la situation dans la région européenne au sens large. Si les événements tragiques du passé récent demeurent présents dans notre mémoire, les pays de la région confirment et assument la responsabilité qui est la leur d'y construire un avenir stable dans la paix.

Nous avons examiné les questions régionales en nous concentrant particulièrement sur la Bosnie-Herzégovine.

Nous sommes d'avis que, pour créer un climat pacifique durable, bâti sur la stabilité et de bonnes relations de voisinage en Europe du Sud-Est, il est nécessaire de formuler une vision commune de nature à faire cohabiter, dans la paix et l'harmonie, les peuples de la région.

Nous pensons que cette vision élargie pourrait notamment incorporer les principes suivants : l'instauration de la sécurité pour tous les pays, la poursuite du dialogue politique de haut niveau, l'incitation à la coopération économique en vue de favoriser une intégration régionale optimale et l'édification de sociétés multiethniques, multiculturelles et multiconfessionnelles. Une telle vision doit avoir pour objectif suprême une intégration totale dans les structures européennes et euro-atlantiques. À cet égard, il convient de saluer les initiatives visant à mener à bien l'intégration européenne de tous les Balkans occidentaux, telles que l'initiative grecque « Agenda 2014 ».

Nous soulignons que la Bosnie-Herzégovine, qui est un microcosme de la région, est au cœur de cette vision élargie et qu'il lui revient de poursuivre ses efforts pour atteindre les objectifs européens et euro-atlantiques tels qu'ils ont déjà été définis.

Après un examen de la situation en Bosnie-Herzégovine, les Directeurs politiques du Processus :

- Félicite la Bosnie-Herzégovine pour son élection au Conseil de sécurité pour la période 2010-2011;

- Reconnait les difficultés et les étapes importantes à venir que constituent, entre autres, les élections parlementaires, la réforme constitutionnelle, la poursuite du processus de démocratisation, le respect des normes en matière de droits de l'homme et les relations tant avec l'Union européenne qu'avec l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN);
- Insistent sur l'impérieuse nécessité d'une réconciliation nationale faisant appel à une meilleure compréhension entre les trois peuples – bosniaque, croate et serbe;
- Considérant en détail la situation politique actuelle en Bosnie-Herzégovine, mettent l'accent sur la nécessité de faire face avec retenue et dans le calme aux défis qui jalonnent l'année 2010, en particulier la période des élections générales;
- Insistent sur le fait qu'un retour complet et coordonné des réfugiés et des personnes déplacées continue d'être crucial pour une paix durable;
- Félicitent la Bosnie-Herzégovine pour les réformes qu'elle a engagées, en particulier dans le domaine de la défense, et invitent les autorités à poursuivre leurs efforts dans cette voie.

Pour ce qui est de la région, les Directeurs politiques :

- Réaffirment leur ferme soutien à l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine, à sa souveraineté et à l'égalité de ses trois peuples constitutifs et de ses autres peuples à l'intérieur des frontières internationalement reconnues du pays, et expriment leur pleine solidarité avec ses peuples;
- Soulignent l'importance d'une prise en main régionale et le rôle qui incombe aux pays de la région à cet égard;
- Insistent sur la nécessité de bâtir un climat de confiance entre les parties prenantes en Bosnie-Herzégovine et dans les pays voisins. À cet égard, des initiatives telles que la concertation engagée à trois par la Turquie, la Serbie et la Croatie avec la Bosnie-Herzégovine sont les bienvenues.

En ce qui concerne la communauté internationale, les Directeurs politiques :

- Appuient la volonté de la communauté internationale de faciliter l'intégration de la Bosnie-Herzégovine dans les structures européennes et euro-atlantiques;
- Tout en prenant acte de l'Accord-cadre général pour la paix en Bosnie-Herzégovine (Accord de Dayton) et de ses annexes, de même que des décisions pertinentes du Conseil de mise en œuvre de la paix, renouvellent leurs encouragements à la recherche d'un consensus sur les amendements constitutionnels nécessaires à la viabilité du bon fonctionnement et au renforcement de l'État, ce qui constitue une condition préalable à la poursuite du processus d'intégration dans l'Union européenne, ainsi qu'à l'égalité des trois peuples constitutifs et des autres peuples;
- Font savoir que la transition entre le Bureau du Haut-Représentant et le Représentant spécial de l'Union européenne devrait intervenir une fois que les cinq objectifs et les deux conditions fixés par le Comité directeur du Conseil de mise en œuvre de la paix auront été réalisés, permettant ainsi à la structure étatique d'être pleinement opérationnelle;

- Soulignent l'importance que revêt l'admission des citoyens de Bosnie-Herzégovine au régime de voyage sans visa de l'Union européenne, avec l'espoir que les autorités du pays répondront aux conditions nécessaires à cet effet au cours du premier semestre de 2010;
  - Tout en rappelant que l'adhésion de la Bosnie-Herzégovine à l'OTAN n'est pas une hypothèse, mais une question de temps, insistent auprès des États membres de l'OTAN pour qu'ils aident la Bosnie-Herzégovine à faire les progrès nécessaires sur la voie des réformes pour être intégrée au Plan d'action pour l'adhésion en 2010;
  - Encouragent la communauté internationale à rester mobilisée pour aider la Bosnie-Herzégovine à se doter d'institutions suffisamment fortes, opérantes et viables pour une gouvernance efficace, tout en préservant son caractère multiethnique, multiculturel et multiconfessionnel;
  - Attendent de tous les États et des institutions financières qu'ils étudient les moyens d'atténuer les effets de la crise économique actuelle sur la Bosnie-Herzégovine, d'y investir et de développer le commerce régional avec elle;
  - Notent la suggestion de la présidence turque en exercice tendant à ce que la communauté internationale organise une conférence sur la Bosnie-Herzégovine en novembre 2010, à l'occasion du quinzième anniversaire de l'Accord de paix, en vue de dresser le bilan de ce qui aura été accompli jusque-là et d'examiner la marche à suivre au-delà;
  - Présentent leurs conclusions aux ministres des affaires étrangères des États participant au Processus de coopération d'Europe du Sud-Est pour qu'ils en délibèrent.
-